

LA SANTÉ PUBLIQUE
EN ACTION(S)

PROMOUVOIR

l'alimentation saine à l'école :
quelles actions au-delà
des menus à la cantine ?



PRESSES
DE L'EHESP

PROMOUVOIR

l'alimentation saine à l'école :
quelles actions au-delà
des menus à la cantine ?

DÉFINITIONS

Alimentation saine : l'alimentation relève de l'ensemble des aliments qui permettent à l'organisme de fonctionner. L'alimentation saine est un déterminant de santé lié au comportement et aux pratiques de consommation des individus. Manger sainement implique aussi d'autres aspects : prendre ses repas à des heures régulières, consommer des aliments dénués de produits nocifs pour la santé, avoir un régime alimentaire équilibré. En ce sens, l'alimentation doit être variée, certains produits (fruits et légumes, céréales, fruits secs) devant être privilégiés, d'autres tels que le sel, le sucre ou les graisses devant être limités.

Promotion de la santé : selon Santé publique France, il s'agit d'une « approche globale, qui vise le changement des comportements mais aussi des environnements relatifs à la santé, via une gamme de stratégies individuelles et environnementales. Elle utilise pour cela l'éducation pour la santé, le marketing social et la communication de masse, l'action politique, l'organisation communautaire et le développement organisationnel ». La promotion de la santé est donc une des composantes importantes de la santé publique en ce qu'elle cherche à maintenir un bon état de santé général des individus, notamment par le biais de la prévention.

PROBLÉMATIQUE/ENJEUX

La promotion de l'alimentation saine à l'école est un enjeu majeur de santé publique dont les contours sont vastes et mouvants, allant au-delà de la simple conception des menus proposés dans les cantines scolaires. Depuis une vingtaine d'années, les pouvoirs publics se sont emparés du sujet en tentant de la promouvoir par le biais de différents plans, tels le Plan national nutrition santé (PNNS) ou le Plan obésité (PO). Cependant, les recommandations faites ne sont pas toujours suivies d'actions concrètes, alors même que, selon le Code de l'éducation, « les actions de promotion de la santé des élèves font partie des missions de l'éducation nationale ».

Les entretiens semi-directifs menés ont ainsi permis de dégager trois grandes tendances au sein des établissements scolaires : certains choisissent de prioriser des axes d'éducation différents, d'autres se saisissent partiellement de la question, les derniers étant porteurs d'une véritable politique de promotion de l'alimentation saine à l'école.

Des pistes d'amélioration ont ainsi pu être envisagées afin d'améliorer la coordination des différents acteurs, de les intégrer pleinement dans la promotion de l'alimentation et d'inclure davantage cette question dans les enseignements scolaires.

EN PRATIQUE

Des entretiens menés dans un collège d'Ille-et-Vilaine ont permis d'illustrer la difficulté pour les acteurs locaux de s'emparer de cette problématique, dans un environnement éducatif et pédagogique contraint. Malgré certaines initiatives, aucun changement durable n'est observé dans les comportements. Plusieurs freins ont été identifiés :

- Le manque de disponibilité et de diversité des acteurs impliqués : seule l'infirmière scolaire se sent mobilisée sur ce sujet.
- Le manque de coordination des acteurs : des étudiants en pharmacie interviennent au cours d'ateliers pour les élèves de 5^e ; cette action gagnerait à s'appuyer sur le service sanitaire afin de construire un programme durable.
- Le manque de participation des élèves et des familles a entraîné la suppression d'une « commission menu » qui permettait une concertation sur le contenu des repas. Proposer des activités aux parents et aux enfants afin d'approfondir leur participation autour d'instantanés conviviaux serait une piste d'amélioration.

RECOMMANDATIONS

La synthèse des entretiens menés permet de proposer trois recommandations :

Proposition n° 1 : améliorer la coordination des actions sur le territoire. Il s'agit de s'appuyer sur des outils existants et d'en promouvoir l'usage pour favoriser la capitalisation et la transversalité des expériences au sein des territoires. Par ailleurs, la mise en place d'un dispositif d'animation territoriale regroupant l'ensemble des acteurs concernés permettrait d'élaborer un diagnostic territorial partagé des besoins ainsi qu'un plan d'action unifié.

Proposition n° 2 : encourager la responsabilisation des élèves et des parents en les rendant acteurs de leur alimentation. Cela peut prendre la forme d'un compagnonnage des élèves plus jeunes par les plus âgés. L'implication des familles est également un axe de travail prioritaire pour ne pas créer de conflit de valeurs entre l'enfant et ses parents. Pour promouvoir une alimentation saine au sein des foyers, on peut par exemple favoriser la convivialité à l'occasion d'ateliers de composition et de dégustation du petit-déjeuner.

Proposition n° 3 : intégrer pleinement la promotion de l'alimentation saine dans les enseignements scolaires en collaboration avec les étudiants en santé. Depuis 2018, les établissements scolaires peuvent solliciter les professionnels de santé en formation dans le cadre du service sanitaire. Les actions entreprises permettent de recréer du lien au sein de la communauté éducative tout en préservant les ressources pédagogiques existantes.

3 IDÉES CLÉS À RETENIR

- ① **La promotion de l'alimentation saine à l'école prend de plus en plus de place dans les politiques de santé publique depuis les années 2000 (PNNS, PO, « manger-bouger »), mais est appréhendée de manière différente selon les territoires et les établissements scolaires.**
- ② **Les pratiques sont très diverses et les acteurs souvent démunis : l'infirmière scolaire ou un professeur sont souvent les plus impliqués, mais sans grande participation du reste des professionnels.**
- ③ **La principale recommandation est de favoriser une meilleure coordination des politiques afin de faire participer durablement les élèves, les parents et d'impulser depuis le terrain les actions qui fonctionnent pour les généraliser sur le territoire.**

Pour aller plus loin

Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, et Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture, et des espaces ruraux, *Éducation alimentaire relative à la jeunesse*, 2018.

Plan national nutrition santé (PNNS) 2011-2015, Ministère de la santé et des solidarités.

Ehlinger V., Spilka S., Richard J.-B., Godeau E., *Enquête HBSC sur la santé des élèves en France*, 2014.

Verdot C., Torres M., Salanave B., Deschamps V., *Corpulence des enfants et des adultes en France métropolitaine en 2015. Résultat de l'étude ESTEBAN et évolution depuis 2006*, Centre de recherche épidémiologique et statistique, COMUE Sorbonne-Paris-Cité, Bobigny, France, 2017.

Module interprofessionnel de santé publique (MIP) 2019

« **La promotion de l'alimentation saine à l'école : quelles actions au-delà des menus à la cantine ?** », dirigé par Emmanuelle Godeau et Aymery Constant, enseignants chercheurs à l'EHESP (SHS).

Les auteurs

Jean BELET (DH), Valérie BETHUNE (DS), Emmanuelle ESCUDERO (DH), Léa GARNIER (D3S), Roseline GARNIER (DS), André GAUTHIER (AAH), Florent GUERIN (IES), Molka HALEVY (AAH), Vincent POGGI (DH), Céline SCHNEBELEN (DH), Jean-Gaël TOURRET (D3S).

Note de synthèse sélectionnée par un jury composé de l'éditeur, de la direction de recherche de l'EHESP, de Jean-Marie André, Lydia Lacour, Emmanuelle Leray et Laurent Madec.